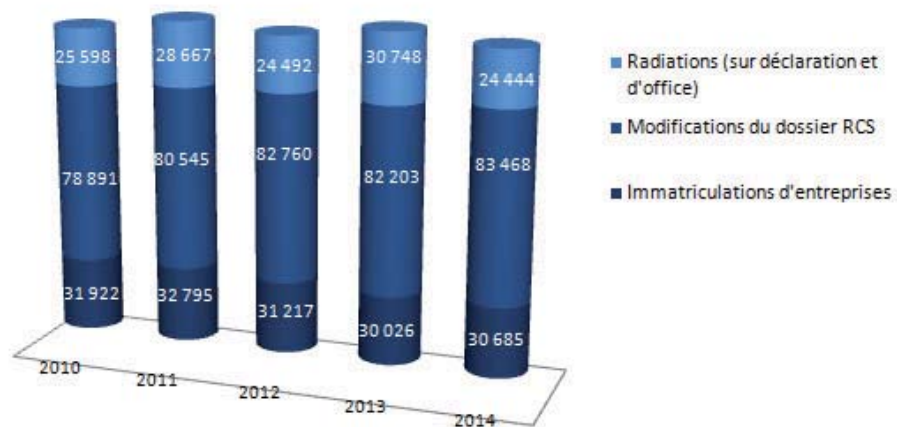


Activité économique du greffe

Chiffres clés de l'activité économique du greffe

- 372 445 entreprises inscrites au registre du commerce et des sociétés
- 130 292 formalités légales traitées par le registre du commerce et des sociétés dont 30 685 nouvelles immatriculations d'entreprises
- 112 528 dépôts de comptes annuels
- 64 036 inscriptions de privilèges, nantissements et publicités diverses

Activité du registre du commerce et des sociétés (RCS)



Inscriptions de privilèges et de nantissements

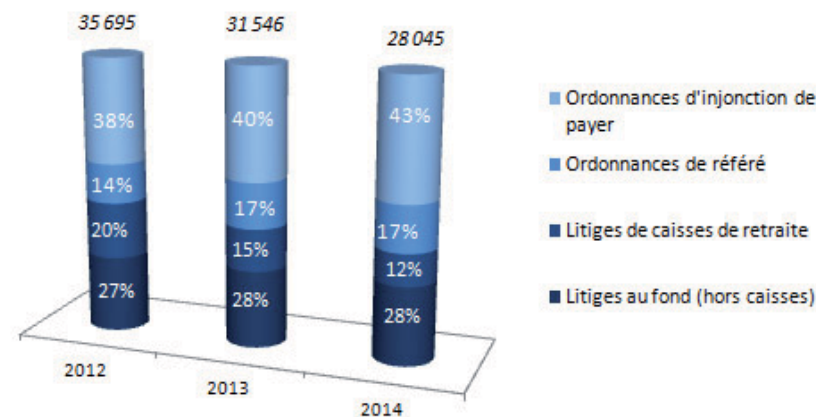
	2010	2011	2012	2013	2014
Privilèges du Trésor public	6 786	6 607	5 694	5 890	5 565
Privilèges de la sécurité sociale	25 782	33 046	31 996	27 081	29 039
Autres inscriptions	30 549	31 103	29 544	27 633	29 387
Total	63 117	70 756	67 234	60 604	64 036

2014 Activité du tribunal de commerce de Paris

62 451 affaires jugées par les 172 juges du tribunal

	2012	2013	2014
Litiges au fond (hors caisses)	9 758	8 786	7 943
Litiges de caisses de retraite	7 246	4 805	3 236
Ordonnances de référé	5 087	5 212	4 717
Ordonnances d'injonction de payer	13 604	12 743	12 149
Ordonnances rendues sur requête	6 285	5 662	6 036
Ouvertures de procédures collectives (1)	3 804	4 220	4 036
Autres jugements de procédures collectives (2)	11 579	11 011	10 663
Ordonnances de juge commissaire	10 917	12 146	13 671
Total	68 280	64 585	62 451

Règlement des litiges : 28 045 affaires traitées en 2014



(1) Y compris les jugements d'ouverture sur résolution de plan.

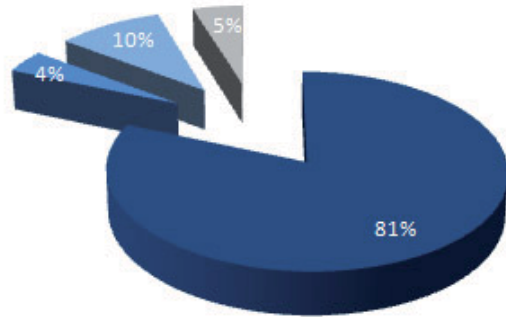
(2) jugements de clôture de procédures collectives, plans de redressements, plans de cession, jugements de sanctions, etc.

Le site www.greffe-tc-paris.fr permet de réaliser des formalités légales de façon dématérialisée. Plus de 350 fiches pratiques en libre consultation. Accès sécurisé réservé aux juges du tribunal de commerce de Paris, aux avocats et aux professionnels du droit pour la consultation de l'historique de leurs affaires, du calendrier et de la liste des audiences, ainsi que d'autres e-services.

Activité judiciaire et prévention des difficultés

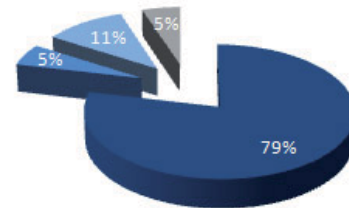
Activité contentieuse

Affaires en cours au 31 décembre 2014



- Affaires en cours de mise en état du fait des parties
- Affaires en attente d'un fait extérieur
- Affaires en état mais avant débats
- Affaires débattues en attente de jugement

Affaires en cours au 31 décembre 2013



■ Affaires envoyées devant un conciliateur : 968 en 2014 (contre 578 en 2013)

Recours, infirmations, délais

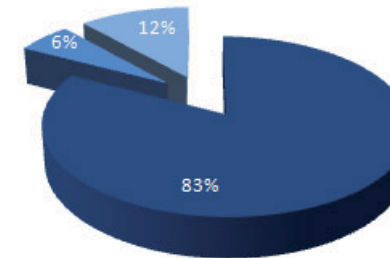
Recours et infirmations	2013		2014	
	Taux de recours	Taux d'infirmation	Taux de recours	Taux d'infirmation
Jugements au fond (1)	17,4%	4,6%	17,7%	4,0%
Référés	3,4%	0,8%	2,9%	0,8%
Procédures collectives	0,7%	0,4%	0,9%	0,4%
Injonctions de payer	5,7%		5,4%	

Délais de mise à disposition des décisions		2013	2014
Contentieux	10 semaines (52j ouv.) après l'audience fixant les débats	80,2%	78,6%
Référés	14 jours après les débats	95,8%	98,5%
Injonctions de payer	14 jours après le dépôt de la requête	99,6%	99,7%
Requêtes	2 jours après l'enregistrement	92,9%	92,3%
Jugts ouverture redressements jud.	14 jours après le dépôt de la demande	89,8%	97,7%
Jugts d'ouverture liquidations jud.	14 jours après le dépôt de la demande	89,8%	99,8%

(1) taux sur les jugements au fond, hors caisses de retraite.

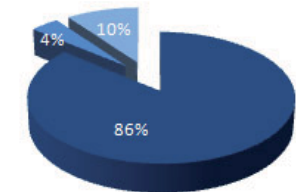
Traitement préventif des difficultés des entreprises

1 810 dossiers ouverts en 2014



- Surdéttection du tribunal
- A la demande du dirigeant de l'entreprise
- A la demande d'un tiers (commissaires aux comptes, etc.)

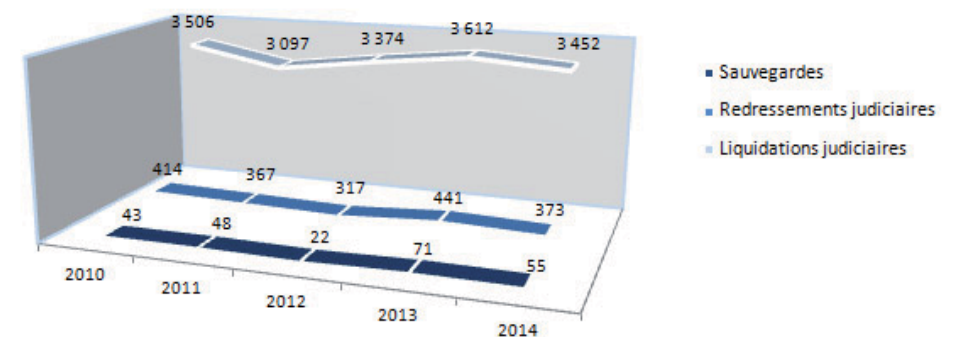
1 906 dossiers ouverts en 2013



Procédures de négociation	2010	2011	2012	2013	2014
Mandats ad hoc	70	70	88	92	101
Conciliations	84	55	84	118	134
Total des procédures ouvertes	154	125	172	210	235
Nombre de salariés concernés	25 019	37 250	90 127	33 650	40 058
Montant des passifs (en millions €)	1 909	2 024	2 451	3 527	5 077

Procédures collectives

Jugements d'ouverture (hors jugements d'ouverture en résolution de plan)



Procédures collectives	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de jugements d'ouverture	3 963	3 512	3 713	4 124	3 880
Nombre de salariés concernés	11 056	15 910	14 522	14 157	9 352
Montant des passifs (en millions €)				3 152	1 788